



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 155

## **Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Pierre Paradis  
Ministre des Affaires municipales**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1989**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur les immeubles industriels municipaux afin d'accroître les pouvoirs des municipalités en matière de participation au développement industriel sur leur territoire.*

*Ce projet de loi attribue ainsi aux municipalités le pouvoir de construire, de transformer et d'exploiter un bâtiment comme bâtiment industriel locatif.*

*Il leur permet également d'accorder des subventions à un organisme à but non lucratif qui exploite un bâtiment industriel locatif.*

*Ce projet de loi leur permet aussi d'aliéner, y compris par bail emphytéotique, et de louer un immeuble industriel à des fins industrielles, para-industrielles et de recherche.*

*Enfin, ce projet assure la validité de règlements et de subventions pris ou accordées par des municipalités.*

# Projet de loi 155

## Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 1 de la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1), modifié par l'article 6 du chapitre 33 des lois de 1988, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

« **1.** Une municipalité peut effectuer des dépenses en application de la présente loi jusqu'à concurrence du montant qu'elle fixe par règlement.

Ce règlement peut répartir le montant selon des catégories qu'il détermine parmi les activités prévues par la présente loi. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « corporation municipale » par le mot « municipalité ».

**2.** L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **2.** Une municipalité peut, par règlement, décréter l'acquisition, à l'amiable ou par expropriation, d'immeubles à des fins industrielles ou la construction, la transformation ou l'exploitation d'un bâtiment en tant que bâtiment industriel locatif. ».

**3.** L'article 3 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° et du paragraphe 1° par ce qui suit:

«**3.** Si un immeuble dont l'acquisition est décrétée conformément à l'article 2 comporte un bâtiment autre qu'un bâtiment industriel locatif, l'approbation ne peut être accordée que dans les cas suivants :

1° lorsque la municipalité s'engage à éliminer le bâtiment avant d'aliéner ou de louer le terrain sur lequel il se trouve ou à transformer ce bâtiment en bâtiment industriel locatif; » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, des mots « corporation municipale » par le mot « municipalité ».

**4.** L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**4.** Pour pourvoir aux dépenses découlant d'un règlement adopté en vertu de l'article 2, la municipalité peut, dans ce règlement, décréter un emprunt, affecter des deniers de son fonds général ou imposer une taxe spéciale qui doit être prélevée durant l'année qui suit la date de l'entrée en vigueur du règlement. ».

**5.** Les articles 5 à 8 de cette loi sont remplacés par les suivants :

«**5.** Un règlement adopté en vertu de l'article 2 peut être modifié de la manière prévue par la loi qui régit la municipalité. La modification doit être approuvée par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et par le ministre des Affaires municipales.

«**6.** Une municipalité peut, avec l'autorisation préalable du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et du ministre des Affaires municipales et, le cas échéant, aux conditions qu'ils déterminent, aliéner à des fins industrielles, para-industrielles ou de recherche, y compris par bail emphytéotique, un immeuble qu'elle a acquis, construit ou transformé en vertu de la présente loi.

«**6.1** Une municipalité peut, par règlement approuvé par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, accorder une subvention à un organisme à but non lucratif agréé par le ministre des Affaires municipales qui exploite un bâtiment industriel locatif.

Le gouvernement peut, par règlement, fixer, suivant les catégories qu'il détermine, le montant qu'une subvention ne peut excéder.

L'article 4 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, pour pourvoir aux dépenses découlant d'un règlement adopté en vertu du premier alinéa.

« **7.** Une municipalité peut louer à des fins industrielles, para-industrielles ou de recherche un immeuble qu'elle a acquis, construit ou transformé en vertu de la présente loi.

Le gouvernement peut, par règlement, exiger que la location d'un immeuble conformément au premier alinéa soit, dans les cas qu'il détermine, soumise à l'approbation du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie ou à l'approbation de ce ministre et du ministre des Affaires municipales.

« **8.** L'aliénation ou la location d'un immeuble comportant un bâtiment autre qu'un bâtiment industriel locatif ne peut être autorisée que si l'immeuble a été acquis en vertu du paragraphe 2° de l'article 3. ».

**6.** L'article 9 de cette loi est abrogé.

**7.** L'article 10 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **10.** Les deniers provenant de l'exploitation d'un bâtiment industriel locatif par une municipalité ou de l'aliénation ou de la location d'un immeuble, soustraction faite, dans le cas de l'exploitation du bâtiment locatif ou de la location de l'immeuble, des coûts d'administration et d'entretien qui s'y rapportent, doivent être employés à l'extinction des engagements contractés par cette municipalité en vertu de la présente loi. » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « corporation » par le mot « municipalité ».

**8.** L'article 11 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de la première phrase du premier alinéa par la suivante :

« **11.** L'aliénation ou la location d'un immeuble qu'une municipalité a repris à la suite d'une aliénation visée par la présente loi est soumise à celle-ci. » ;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « corporation municipale » par le mot « municipalité » ;

3° par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du deuxième alinéa, des mots « ou commerciales » par les mots « , para-industrielles ou de recherche ».

**9.** Les articles 12 et 13 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **12.** Sur preuve qu'un immeuble acquis, construit ou transformé en vertu de la présente loi ne peut être utilisé adéquatement à des fins industrielles, para-industrielles ou de recherche, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et le ministre des Affaires municipales peuvent autoriser la municipalité à aliéner l'immeuble à d'autres fins.

« **13.** Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et le ministre des Affaires municipales peuvent autoriser une municipalité à utiliser à des fins municipales un immeuble acquis, construit ou transformé en vertu de la présente loi, si cette utilisation est compatible avec l'usage à des fins industrielles, para-industrielles ou de recherche des immeubles voisins qui ont été acquis, construits ou transformés en vertu de la présente loi.

Malgré le premier alinéa, la municipalité peut, sans autorisation, utiliser à des fins d'amélioration locale un immeuble acquis, construit ou transformé en vertu de la présente loi.

Un immeuble visé au présent article ne peut faire l'objet d'un contrat d'aliénation ou de location que conformément à la présente loi. ».

**10.** L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Un immeuble comportant un bâtiment acquis à des fins industrielles avant le 12 juin 1984 peut faire l'objet d'un contrat d'aliénation ou de location conformément à la présente loi. ».

**11.** L'article 18 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **18.** Un règlement en vigueur ou un autre acte accompli avant le 12 juin 1984 en vertu d'une disposition remplacée par la présente loi conserve ses effets, dans la mesure où il n'est pas inconciliable avec la présente loi, jusqu'à ce que son objet soit accompli.

Un tel règlement est assimilé à un règlement adopté en vertu de la présente loi et peut être modifié, remplacé ou abrogé conformément à la présente loi. ».

**12.** Une subvention accordée par une municipalité entre le 12 juin 1984 et le (*indiquer ici la date de la présentation du présent*

*projet de loi à l'Assemblée nationale*) à un organisme à but non lucratif qui exploite un bâtiment industriel locatif est valide et est réputée accordée conformément à la présente loi.

**13.** L'article 11 a effet depuis le 12 juin 1984.

**14.** Les articles 12 et 13 n'affectent pas une cause pendant au (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi à l'Assemblée nationale*).

**15.** Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et le ministre des Affaires municipales doivent, au plus tard le (*indiquer ici la date postérieure de trois ans à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), faire un rapport au gouvernement sur la mise en oeuvre de la Loi sur les immeubles industriels municipaux, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier.

Ce rapport est déposé dans les 15 jours suivants devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.

**16.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).